



APPEL USP : TOUS DANS LA RUE LE 14 FEVRIER 2020

L'Union syndicale de La psychiatrie (USP) a envoyé à la ministre une [longue lettre préavis de grève national pour la journée du 14 février 2020](#).

L'USP appelle à la grève, à manifester partout en France et à se joindre à la population et aux organisations parti-prenantes de la [tribune unitaire inter-organisations](#) pour exiger :

Des mesures immédiates qui permettront d'endiguer l'hémorragie qui met en péril l'hôpital public, fleuron de notre système de santé, et les missions de service public dans les autres établissements du sanitaire, médico-social et social, notamment :

L'augmentation du budget consacré à l'hôpital au moins égale à l'évolution naturelle des dépenses (4,4 %), la reconnaissance et la revalorisation générale des carrières médicales et non médicales, notamment en début de carrière, se traduisant par une augmentation salariale, le recrutement immédiat de professionnel.le.s supplémentaires et un plan de formation pluridisciplinaire, la reconnaissance de la pénibilité de nos métiers, l'arrêt des fermetures de services, d'établissements et des réouvertures de lits, partout où cela est nécessaire, une gouvernance des hôpitaux, des établissements plus ouverts aux professionnel.le.s, aux personnels et aux usagè.re.s, **l'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire.**

Il faut que cessent les doubles discours et la destruction par la dictature comptable !

Ce n'est pas une petite médicalisation des GHT qui va réparer la casse et notamment l'embolisation des urgences et la violence associée. Si l'idée d'un territoire de taille « raisonnable » où il y aurait tout accessible à tous est intéressante, elle n'est pas compatible avec la dictature comptable (communiqué [Appel pour le 10 octobre : non à la dictature comptable](#)). **Les GHT doivent disparaître sous leur forme actuelle.**

La productivité, la compétition, la concurrence, l'intéressement qu'il soit individuel ou collectif, la T2A, les inégalités sociales, la dépendance professionnelle etc. doivent être bannies. Le financement doit dépendre des besoins de la population avec une dotation à l'habitant prenant en compte la réduction nécessaire des écarts, des retards, de la précarité et du niveau de pauvreté (dans l'attente de son traitement politique).

Il faut redonner et garantir l'indépendance professionnelle

La gouvernance doit être équilibrée, préservant l'indépendance professionnelle avec un [statut solide](#), un **concours** pour les praticiens hospitaliers, des **chefs de services (et dans l'immédiat des chefs de pôles) élus** par leurs pairs et nommés par le ministre, une **CME composée des seuls membres élus dont l'avis est obligatoire**, un directeur moins dépendant des ARS dont il faut envisager la transformation en passant du bras armé de Bercy à un rôle facilitateur, de support.

Il faut que cessent destruction et formatage

Il faut ainsi **désarmer les petits soldats** qui partout, dans les ARS, les directions, avec la complicité parfois de présidents de CME, de chefs de pôle, de prétendus services qualité, certains par discipline et soumission, d'autres par conviction, par opportunisme budgétaire, par bêtise ou pour toutes ces raisons à la fois qui contribuent à détruire la politique de secteur, la psychiatrie, la pédopsychiatrie, les CMPP etc.

Faisons-les battre en retraite !

Les [ordonnances d'Etat](#) qui organisent la casse de dispositifs existants et interdisent la diversité des pratiques, des modèles et des formations doivent être retirées notamment l'Instruction n° DGOS/R4/2019/10 du 16 janvier 2019.

Plus besoin de brûler les livres, un clic poubelle et l'interdiction des formations, suffisent.

Toute approche faisant une place à l'humain dans sa complexité est attaquée.

Il faut que cela cesse ! Retrouvons nous avec [Printemps de la psychiatrie](#) pour un renouveau des soins psychiques et contre les violences institutionnelles.

Toutes les lois responsables de cette destruction du service public de santé ou à l'œuvre avec le gouvernement actuel pour en accélérer la destruction doivent être abrogées ou avortées :

Les lois HPST, Bachelot, Hôpital 2007, Touraine, Ma santé 2022, l'ensemble du projet de mise au pas de la fonction publique ([communiqué Tous en grève et dans la rue le 22 mars](#) du 12 février 2018), la loi travail etc.

L'accès aux soins doit être lisible pour tous, il faut en finir avec les trajectoires humiliantes pour les plus précaires, le contrôle des vies pour obtenir une prise en charge incertaine qui conduit le plus souvent aux urgences.

Il faut adopter les [100 % Sécu pour tous](#), en revenir aux principes de solidarité là où le chacun pour soi est érigé en modèle, en finir avec un exercice libéral à l'hôpital qui autorise des inégalités dans la rapidité de prise en charge, le confort, en finir avec les dépassements d'honoraires.

Il faut évidemment que tout ce qui aggrave la précarité et la souffrance individuelle et sociale, tout ce qui met à mal la cohésion sociale et les principes de solidarité soit retiré :

Il faut donc augmenter les salaires, les pensions, favoriser l'accès au logement pour tous, abroger les dernières lois travail qui fragilisent les travailleurs. Les secteurs sont bien placés pour faire le constat de l'augmentation de la souffrance au travail, des arrêts longue maladie, des invalidations, des exclusions de pôle emploi, des travailleurs pauvres.

L'autosatisfaction de Madame Pénicaud est inadmissible !

Les derniers chiffres du chômage sont la conséquence de ces dégâts et de la compétition avec les voisins pour le plus haut chiffre de travailleurs pauvres ou d'« inemployables ».

Sur le même plan, l'USP s'associe aux cheminots, aux profs, aux éboueurs etc. et à toutes les organisations qui dénoncent l'« ONDAR » (objectif national des dépenses de l'assurance retraite) que représente la réforme proposée où les travailleurs devront se battre les uns contre les autres pour se partager un gâteau définitivement limité, le reste sera individuel et privé .

Il est temps que cette violence cesse au même titre que la surdité de l'Etat à tous les étages où la gouvernance est celle de celui qui sait, qui explique ce qu'il faut faire et mesure le rapport de force. Ces gens (Darmanin, Lemaire, Legendre, Loiseau, Philippe, Macron etc.) n'ont pas accès au principe de solidarité, ils s'étonnent qu'une catégorie puisse se battre pour une autre, une génération pour une autre etc. Ils répètent en cœur et de la même façon jusqu'à l'intonation leur vérité que l'on pourrait résumer par : « Il n'y a plus de progrès social possible ».

Mieux que la dépression, la colère ne tombera pas !

A la mesure du danger, l'USP renouvellera son appel à soutenir toute lutte ou mouvement non violent et non fascisant permettant de mettre fin à cette politique (communiqué [Redonnez-nous un\(e\) ministre de la Santé!](#)) et il est évident que nous rejoindrons et appelons à rejoindre fédérations et confédérations dans leurs combats.